

La métamorphose de l'économie (1)

par : Alberto B. Mariantoni ©

I. Les dogmes libre-échangistes et la prétendue harmonie des intérêts

L'intérêt privé prime-t-il sur l'intérêt collectif? L'intérêt économique ou financier d'une personne physique¹ ou d'une personne juridique² ou morale³ peut-il être plus important que l'intérêt général d'une société prise dans son ensemble?

Apparemment vieux comme le monde, ce dilemme n'est en fait devenu enjeu de société que depuis la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle. En particulier, depuis que les **Physiocrates**⁴, en France, et une lignée hétérogène d'économistes, dits **Classiques**⁵, en Angleterre puis sur le Continent, ont donné naissance à ce qu'on appelle communément aujourd'hui l'**École économique libérale**⁶.

1 "Une personne physique est un être humain titulaire de droits et soumis à des obligations" (Jean-François Phelizon, "Lexique des termes économiques", 2^{ème} édition, Technique et Vulgarisation S.A., Paris, 1975, page 118).

2 Tout sujet de droit ayant capacité d'entendre et de vouloir. Ce sujet peut être aussi bien une "personne physique" qu'une "personne morale".

3 "Une personne morale est un groupement d'individus auquel le droit reconnaît une personnalité distincte de celle de ses membres" (Jean-François Phelizon, "Lexique des termes économiques", 2^{ème} édition, Technique et Vulgarisation S.A., Paris, 1975, page 118).

4 "Economistes français du XVIII^{ème} siècle qui voyant dans l'agriculture la source essentielle des richesses, préconisèrent une politique économique libérale favorisant son développement" (Petit Robert, Dictionnaire Universel des noms propres, Dictionnaires Le Robert, Paris, 1994, page 1624). Parmi ces économistes, on remarque: François Quesnay, l'auteur du "Tableau économique" (1758), Dupont de Nemours (1715-1789), l'auteur de "Physiocratie ou constitution essentielle du gouvernement le plus avantageux au genre humain" (1761), Turgot (1727-1781), l'auteur des "Réflexions sur la formation et la distribution des richesses" (1766) et Jacques Vincent (1712-1759), celui à qui on attribue la célèbre formule, "Laissez-faire, laissez-passer". Sans oublier, le marquis de Mirabeau, Condorcet, l'abbé Baudeau, Mercier de La Rivière et Le Trosne. "Premiers libéraux de l'histoire des doctrines économiques, ces derniers appuyeront leur libéralisme moins sur les analyses des mécanismes du marché de concurrence que sur une philosophie naturaliste et providentialiste, sur une doctrine de l'Ordre naturel" (Daniel Villey, "Petite Hist. des Grandes Doctrines Economiques", P.U.F., Paris, 1944, page 48).

5 C'est une lignée d'économistes qui considèrent comme fondamentales les idées et les notions présentée par Adam Smith (1772-1790) dans sa "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations" (1776). Parmi ces économistes, on distingue: des "Classiques pessimistes", comme David Ricardo (1772-1823) et Thomas Robert Malthus (1776-1834), mais également des "Classiques tout court", comme Mac Culloch, James Mill, John Stuart Mill. En France, ce même courant s'identifiera avec des "Classiques optimistes", comme Jean Baptiste Say, Charles Dunoyer et Frédéric Bastiat.

6 Tout en n'étant pas une véritable école, on la définit comme telle, pour la simple raison que ses principaux auteurs ont la tendance à se reconnaître dans les principes de base de sa doctrine.

Egoïste⁷ et individualiste⁸ par définition, cette “Ecole” se caractérise, en général, par son allégeance inconditionnelle à trois dogmes⁹ fondamentaux:

1. *“Il existe dans le domaine économique un ordre **naturel** qui tend à s’établir **spontanément**, pourvu que les individus soient laissés libres d’agir en s’inspirant de leurs propres intérêts.*
2. *Cet ordre naturel est le meilleur, le plus capable d’assurer la prospérité des nations; il est très supérieur à tous les arrangements artificiels qu’on pourrait obtenir à l’aide de lois humaines.*
3. *Il n’y a pas antagonisme, mais harmonie entre les intérêts individuels, et l’intérêt général concorde également avec les intérêts individuels. Cette harmonie forme l’essence même de l’ordre naturel”¹⁰.*

Fruit spontané et conséquence logique du mouvement philosophique¹¹ du “siècle des Lumières”¹², cette doctrine connaît immédiatement un engouement scientifique. Les oeuvres de

⁷ Selon Adam Smith, “chacun de nous est plus profondément intéressé à ce qui l’intéresse immédiatement, qu’à ce qui intéresse autrui” (Théorie des sentiments moraux), cité par Michel Terestchenko, “Les grands courants de la philosophie politique”, Seuil, Paris, 1996, page 60.

⁸ “L’individualisme est une doctrine d’après laquelle non seulement toute activité économique doit avoir pour but le bonheur des individus, mais encore toute activité économique doit être exercée par les individus, le rôle de l’Etat étant réduit au strict minimum” (P. Reboud, “Précis d’Economie Politique”, Tome premier, Dalloz, Paris, 1939, page 53).

⁹ Dogme: “Point de doctrine établi comme fondamental, incontesté, certain” (Dictionnaire de la langue française de Emile Littré, Editions Universitaires, Paris, 1958, page 373).

¹⁰ P. Reboud, “Précis d’Economie Politique”, Tome premier, Dalloz, Paris, 1939, page 52.

¹¹ “C’est Kant qui a donnée l’appréciation positive la plus générale de ce mouvement en répondant à la question << Qu’est-ce que les Lumières >> (Was ist Aufklärung?, déc. 1784): << La sortie de l’homme de sa minorité, dont il est lui-même responsable. Minorité, c’est-à-dire incapacité de se servir de son entendement sans la direction d’autrui, minorité dont il est lui-même responsable, puisque la cause en réside non dans un défaut de l’entendement, mais dans un manque de décision et de courage de s’en servir sans la direction d’autrui. Sapere aude! Aie le courage de te servir de ton propre entendement. Voilà la devise des lumières” (Dans Kant: “La Philosophie de l’Histoire”, éd et trad. St. Piobetta, Aubier, 1947, page 83 - Cité par Roland Desné, sous la direction de François Chatelet, dans “La Philosophie”, Tome 2, Coll. Marabout Université, Ed. Marabout, Verviers (B), 1979, page 242).

¹² Le XVIIIème siècle - parcouru par des philosophes, comme Montesquieu, Diderot, Voltaire, d’Alambert, mais aussi, comme Buffon, Helvetius, Hume, Toland, Lessing, Kant, etc. - a été le “terreau fertile” à partir duquel ont pu successivement s’affirmer, parmi d’autres, le libéralisme économique et la civilisation industrielle. Mais également les concepts de progrès technique et de science expérimentale. Sans oublier ceux de bonheur individuel, de droit naturel, d’égalité, d’individualisme, de matérialisme et de cosmopolitisme.

François Quesnays¹³ (1694-1774), d'**Adam Smith**¹⁴ (1723-1790), de **David Ricardo**¹⁵ (1772-1823) et de **Thomas Robert Malthus**¹⁶ (1766-1834) lui assurent également une vaste notoriété publique.

L'Ecole économique libérale va ensuite influencer l'oeuvre ou susciter les réactions intellectuelles ou politiques d'un **Sismondi**¹⁷ (1773-1842), d'un **List**¹⁸ (1798-1846), d'un **Proudhon**¹⁹ (1809-1865) ou d'un **Marx**²⁰ (1818-1883).

Enfin, elle atteindra son paroxysme idéal avec **Frédéric Bastiat**²¹ (1801-1850). Cet économiste français, en effet, n'hésitera pas à affirmer avec force, sa foi inébranlable en l'existence de "lois économiques", non seulement naturelles, mais d'origine divine!

Cette doctrine ne va cependant pas rester exclusivement confinée dans les propos et les démonstrations théoriques de ses principaux apologistes ou détracteurs. A partir de 1833, elle sera tout d'abord *imposée par la force des armes*. Notamment en Chine, par les Britanniques²² (lors des "guerres de l'opium"²³ et l'établissement des fameux "traités inégaux"²⁴). Et au Japon, par les Américains²⁵.

¹³ Notamment, le "Tableau économique" (1758) / Calmann-Lévy, Paris, 1972. La première conception systématique de la science économique. Dans ce tableau, Quesnay essaye de démontrer que la circulation de la richesse dans le corps social est analogue à la circulation du sang dans le corps humain.

¹⁴ Notamment, "La recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations" (1776) / Gallimard, Coll. "Idées", Paris, 1976.

¹⁵ Notamment, "Principes de l'économie politique et de l'impôt" (1817) / Garnier-Flammarion, Paris, 1992.

¹⁶ Notamment, "Essai sur le principe de la population" (1798 / 1803) et "Principes d'économie politique" (1820) / Calmann-Lévy, Paris, 1972.

¹⁷ Notamment, les "Nouveaux principes d'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population" (1819) et "Quatre études sur la politique sociale et le développement économique" / Masson, Paris, 1838.

¹⁸ Notamment, le "Système national de l'économie politique" (1841).

¹⁹ Notamment, le "Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère" (1847) / Flammarion, Paris, 1938.

²⁰ Notamment, Le "Manifeste du Parti communiste" (1848) / Gallimard, Paris, 1965 / et "Le Capital" (1867) / Oeuvres, Gallimard, La Pléiade, Paris, 1978.

²¹ Fondateur et secrétaire général à Paris, en 1846, d'une "Association pour la liberté des échanges", Bastiat est l'auteur, en 1849, d'une théorie générale de l'équilibre économique, intitulée "Les Harmonies Economiques". Mais également d'autres oeuvres mineures, comme "Codben et la Ligue" (1845), "Les Pamphlets" et "Les Sophismes économiques" (1846). Apôtre de la libéralisation des échanges, individualiste et partisan d'un "libéralisme optimiste", Bastiat a défendu la "primauté du consommateur" et vulgarisé les grands thèmes du "libre-échange". "Le bien de chacun - a-t-il écrit - favorise le bien de tous, comme le bien de tous favorise le bien de chacun" (Daniel Villey, "Petite Histoire des Grandes Doctrines Economiques", P.U.F., Paris, 1944, page 146).

²² "Un lobby libre-échangiste épaulé par des industriels de Manchester obtient en 1833 la levée du monopole de l'East India Company sur le commerce chinois, ce qui provoque une augmentation du nombre de marchands (d'opium). Les énergiques mesures prises par les autorités chinoises pour interdire le commerce et la consommation de drogue débouchent sur

Puis, en 1860, dans une forme moins illégale et despotique, cette doctrine va aussi être appliquée en Europe.

Ce sera le premier traité de “libre-échange” commercial entre la France et la Grande Bretagne. Traité préparé par le français **Michel Chévalier**²⁶ (1806-1879) et le britannique **Richard Cobden**²⁷ (1804-1865), deux économistes qui s'étaient largement inspiré des théories d'Adam Smith²⁸ et de David Ricardo²⁹, et très

une première guerre de l'opium (1839-1842). Celle-ci est encouragée par l'armateur et contrebandier britannique William Jardine, élu député en octobre 1839, qui avait investi ce mois-là plus de 20.000 dollars dans une campagne de presse destinée à sensibiliser le public anglais à la confiscation de l'opium et à protester contre l'arrestation du président de la Chambre de commerce de Canton, un trafiquant notoire comme lui; les initiatives prises par le commissaire impérial Lin seront qualifiées par la presse aux ordres d'«affront à la Couronne britannique, à la Bible et au drapeau de Sa Majesté» (Jean-Philippe Chenaux, “La drogue et l'Etat dealer”, Etudes & Enquêtes, Centre Patronal, Lausanne 1995, pages 195 et 196).

23 “Après l'occupation de Shanghai par les troupes britanniques, le premier des <<traités inégaux>>, celui de Nankin (1842), contraint la Chine à ouvrir cinq ports au commerce européen, à céder Hong-Kong et à payer à la Couronne britannique une indemnité de 21 millions de dollars; près du tiers de ce montant sert à rembourser l'opium saisi et détruit par le commissaire impérial après introduction en fraude dans un Etat pourtant réputé souverain. Le traité de Nankin ouvre la voie à l'intégration progressive de l'opium dans l'économie chinoise” (Jean-Philippe Chenaux, “La drogue et l'Etat dealer”, Etudes & Enquêtes, Centre Patronal, Lausanne 1995, page 196).

24 “La seconde guerre de l'opium (1856-1860), à laquelle participe aussi la France, est marquée par la prise de Canton, le sac du Palais d'Été et la prise de Pékin. Par le traité de T'ien-Tsin (1858), la Chine se voit notamment contrainte de supprimer toute les restrictions relatives à l'importation de l'opium dans le pays. C'est une légalisation de fait de l'importation de cette drogue. Le traité de Pékin (1860) ouvre de nouveaux ports aux Occidentaux, fait tomber dans leur escarcelle une énorme indemnité de guerre et impose la cession aux Britanniques de la péninsule de Kowloon, en face de l'île de Hong-Kong. Résultat des courses, si l'on ose dire: les importations d'opium en provenance de l'Inde (britannique) passent de 3'900 tonnes en 1858 à 6'752 tonnes en 1880. De 1867 à 1880, l'opium va représenter entre 37 et 51% du total des importation chinoises” (Jean-Philippe Chenaux, “La drogue et l'Etat dealer”, Etudes & Enquêtes, Centre Patronal, Lausanne 1995, page 196).

25 “En mars 1854, la flotte navale américaine commandée par l'amiral Perry arrive au Japon et force l'entrée des ports. Perry impose le libre-échange: le traité de Kanagawa (1854) prescrit l'ouverture commerciale (les droits de douane sont réduits à 5% ad valorem jusqu'en 1899) et l'ouverture des ports de Simoda et de Hakodate. Le Japon perd son autonomie douanière jusqu'en 1911 (date de suppression des “traités inégaux”), (Frédéric Teulon, “Le commerce international”, Seuil, Paris, 1996, pages 68 et 69).

26 Economiste français et ancien saint-simoniste, Chévalier est, en 1860, l'un des principaux partisans du libre-échange dans son pays.

27 Industriel du textile à Manchester et économiste anglais, ainsi que principal artisan de l'abolition des lois protectionnistes (notamment, les “Corn Laws”, les droits de douane sur les céréales importés) qui existaient en Grande Bretagne au milieu du XIXème siècle, Richard Cobden a été le fondateur, en 1838, de la “Anti Corn Law League” (Ligue pour l'abrogation des tarifs douaniers sur les céréales). Il est connu pour cette citation: “Je vois dans les principes du libre-échange une force qui agira dans le monde moral à l'image de la gravitation dans l'univers physique. Il rapprochera les hommes; il abattra les antagonismes de race, de croyance, de langue; il nous unira par les liens de la paix universelle” (Gérard Lelarge, “Dictionnaire thématique de citations économiques et sociales”, Hachette, Paris, 1993, page 218).

28 Notamment, la théorie des “avantages absolus”. Pour Adam Smith, “les courants commerciaux trouvent leur origine dans les différents coût de production entre les nations: en fonction des avantages absolus de chaque partenaire à l'échange” (Frédéric Teulon, “Introduction à l'économie”, coll. Que sais-je?, P.U.F., Paris, 1992, page 41).

29 Notamment, la théorie des “coûts comparatifs”. Pour David Ricardo, “le commerce international est avantageux pour tous les pays à condition que chacun d'entre eux se

probablement de celles de Jean Baptiste Say³⁰ et de John Stuart Mill³¹.

Dans sa phase initiale, cette nouvelle manière de concevoir l'échange (ainsi que les idées qui l'avaient rendue possible et réalisable) ne fera pas long feu³²...

En gros, on peut dire que le "libre-échangisme" n'a réellement eu du succès en Europe que de 1852 à 1890³³.

Néanmoins ce sera au cours de cette brève période que seront fixés les principes théoriques de la nouvelle "religion libérale"³⁴, et que

spécialise dans les produits pour lesquels son avantage <<comparatif>> est plus important" (Janine Brémond et Marie-Martine Salort, "Initiation à l'économie", Hatier, Paris, 1986, page 323).

30 Notamment, la "loi des débouchés". Pour l'économiste français Jean Baptiste Say (1767-1832) - auteur du "Traité d'Economie Politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses" (1803) / Calmann-Lévy, Paris, 1972 - "il ne peut y avoir de crise générale de surproduction, mais seulement des déséquilibres sectoriels" (Janine Brémond et Marie-Martine Salort, "Initiation à l'économie", Hatier, Paris, 1986, page 329). Ou encore: "les produits s'échangent contre des produits, la monnaie n'étant qu'un simple voile dont la seule fonction est de faciliter les échanges" (Gérard Lelarge, "Dictionnaire thématique de citations économiques et sociales", Hachette, Paris, 1993, page 244).

31 Notamment, la "loi des valeurs internationales". Pour le philosophe et économiste britannique John Stuart Mill (1806-1873) - auteur des "Principes d'économie politique" (1848) / Green & Co, Londres, 1909 - "Les produits s'échangent contre les produits des autres pays à des valeurs telles que la totalité de ses exportations puisse payer la totalité de ses importations. (...) Les pays qui bénéficient le plus du commerce extérieur sont ceux dont les produits sont le plus demandés à l'étranger et qui demandent le moins de produits étrangers" (cité par André Grjebine, "La nouvelle économie internationale", 3ème édition, P.U.F., Paris, 1986, page 24).

32 "En fait, le libre-échange a été favorable surtout, sinon exclusivement, à la première puissance économique de l'époque, c'est-à-dire au Royaume-Uni, aussi longtemps que celui-ci a conservé son avance. En particulier, l'afflux très important de céréales en provenance des pays d'outre-mer - afflux favorisé par la levée quasi totale des obstacles à l'importation de produits alimentaires et par la baisse des coûts des transports - a contribué à une régression de la production agricole de l'Europe continentales à partir des années 1870, et par là, de la production industrielle" (André Grjebine, "La nouvelle économie internationale", 3ème édition, P.U.F., Paris, 1986, pages 132 et 133).

33 Après cette période d'ouverture, "les difficultés économiques amènent les principales puissances à recourir au protectionnisme. C'est le cas de l'Allemagne en 1879 (tarif Bismarck), de la Russie en 1891 (tarif Mendeleyev), de la France en 1892 (tarif Méline)", (Frédéric Teulon, "Le commerce international", Seuil, Paris, 1996, page 33).

34 "Les adeptes du libre-échange estiment que l'homme doit pouvoir vendre le produit de son travail là où il croit trouver son intérêt. Ce n'est que si rien ne fait obstacle aux échanges qu'il est possible de profiter entièrement des avantages de la division du travail entre pays et de jouir du coût de fabrication minimal. Ils sont convaincus que la liberté des échanges, et donc une forte concurrence, constituent, pour les entrepreneurs, le meilleur stimulant à produire mieux et au prix le plus bas, à innover, à gérer l'entreprise sur une base financière saine. Le libre échange est, en outre, une garantie de paix durable, car il est difficile de concevoir une guerre entre deux pays qui entretiennent d'intenses relations commerciales" (Adriano Cavadini, "Science économique", Payot, Lausanne, 1984, page 151).

seront posés les jalons du “cosmopolitisme économique”³⁵ et du “mondialisme”³⁶.

Ces principes - brièvement réactivés entre 1920 et 1930³⁷, intellectuellement reproposés dans années 50/60 par certaines Universités américaines³⁸ et ayant pris le statut de « dogmes »³⁹ incontournables à partir de la tombée du « Mur de Berlin »⁴⁰ et de l’effondrement de l’ancienne Union Soviétique (1992) - peuvent être ainsi résumés:

- a) États: laissez faire, laissez passer⁴¹.... N’intervenez pas en économie, car par le jeu aveugle de ses propres “lois”, il se réalise **toujours** une harmonie entre les intérêts particuliers et l’intérêt général;
- b) le libre-échangeisme, en utilisant les avantages de la division du travail entre les nations, assure **toujours** le maximum de production, donc le maximum de consommation au prix le plus bas;
- c) la liberté économique crée **toujours** une étroite interdépendance entre des pays à économie spécialisée. Ce qui est la plus sûre garantie de paix pour l’ensemble des peuples et des nations du monde.

Pour les “libre-échangistes” du XVIIIe siècle, le but principal à atteindre n’était pas de bouleverser les institutions politiques de leurs pays, ni de détrôner les responsables des États où ils

35 “Selon List, la doctrine libre-échangiste, autre appellation du cosmopolitisme économique, ignore le fait national, la diversité des situations économiques de chaque nation, ainsi que la diversité des valeurs culturelles, des institutions et des projets politiques et sociaux” (Ahmed Silem, “Histoire de l’analyse économique”, Hachette supérieur, HU Economie, Hachette livre, Paris, 1995, page 96).

36 “Doctrine qui vise à réaliser l’unité politique du monde considéré comme une communauté humaine unique” (Grand Larousse Universel, Tome 10, Librairie Larousse, Paris, 1991, page 7038).

37 Réactivation qui conduira au « Black Thursday » de 1929 et à la récession mondiale des années 30.

38 En particulier, par l’Ecole de Chicago (Milton Friedmann, Feldstein, Moore, etc.) et par l’Ecole de Virginie (G. Tullock, Rothbard, David Friedman, etc.). Mais également, par les travaux de Friedrich August Von Hayek, James Buchanan, R.E. Lucas, J. Sargent, J.F. Muth, N. Wallace, etc.

39 “Certes, le dogme du libre-échange a été ébréché par des critiques ponctuelles, mais la toile de fond théorique des débats sur les politiques économiques extérieures reste une combinaison simplifiée et normative de la doctrine ricardienne et du néo-mercantilisme” (André Grjebine, “La nouvelle économie internationale”, P.U.F., Paris, 1980, page 13).

40 Le 9 novembre 1989.

41 Selon la tradition libérale, cette expression est attribuée au Physiocrate Jacques Vincent (1712-1759).

opéraient. Encore moins, de se substituer à ces derniers dans l'exercice réel de leurs fonctions publiques.

Leur objectif prioritaire consistait à mieux s'enrichir personnellement par l'entremise d'une certaine libéralisation des échanges internationaux. Leur pratique quotidienne se résuma tout simplement à soutenir la classe politique de leurs Etats respectifs et à s'appuyer sur celle-ci pour atteindre leurs fins.

Comme l'a très bien vu Carl Schmitt⁴², malgré leur profonde aversion⁴³ du politique, « *les libéraux de tous les pays ont fait de la politique comme les autres hommes, et ils ont conclu de multiples alliances avec des idées et des éléments non libéraux sous forme de national-libéraux, de social-libéraux, de conservateurs-libéraux (Freikonservative), de catholiques-libéraux, etc.* »⁴⁴.

Pour passer de la théorie aux actes, les "libre-échangistes" devaient tout d'abord adopter un profil bas, rassurant notamment les responsables politiques de leurs Etats à propos de leur "patriotisme". Il fallait ensuite inciter ces derniers à ouvrir une brèche dans les contraintes économiques de leurs pays. Il s'agissait enfin de les convaincre d'augmenter considérablement le volume des échanges commerciaux entre les différents Etats-Nations de l'époque. A cette fin, il leur fallait démontrer que les théories "libre-échangistes"⁴⁵ étaient bénéfiques à la société et que, loin de favoriser l'exclusif enrichissement de simples individus, elles étaient également en condition d'accroître la richesse des nations.

A cette époque, en effet, vu le rôle essentiellement politique qui était joué par les différents Etats européens et le fort sentiment d'appartenance qui caractérisait leurs populations, il était pratiquement impensable qu'un homme d'affaires ou une quelconque firme industrielle ou commerciale, ne ramène dans son pays d'origine la recette de ses activités économiques à l'étranger.

42 "La notion de politique", Calmann-Lévy, Paris, 1972, page 116.

43 "Très systématiquement, la pensée libérale élude ou ignore l'Etat et la politique pour se mouvoir dans la polarité caractéristique et toujours renouvelée de deux sphères hétérogènes: la morale et l'économie, l'esprit et les affaires, la culture et la richesse." (Carl Schmitt, "La notion de politique", Calmann-Lévy, Paris, 1972, page 117).

44 "Le libéralisme du siècle dernier a singulièrement et systématiquement déformé et dénaturé l'ensemble des notions politiques" (Carl Schmitt, "La notion de politique", Calmann-Lévy, Paris, 1972, page 116).

45 Leurs théories faisaient notamment référence à la célèbre phrase d'Adam Smith, dans laquelle ce dernier avait prétendu que l'individu "est conduit par une <<main invisible>> à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions". En d'autres termes, l'action égoïste de l'individu, par la poursuite de son intérêt personnel, aboutit, en fait, à la satisfaction de l'intérêt général.

Bon gré mal gré, la plupart des coquettes sommes d'argent que ces "libre-échangistes" réussissaient à rassembler sur le marché international, étaient inévitablement et invariablement épargnées⁴⁶, ou réinvesties⁴⁷, ou dépensées⁴⁸, par ces derniers, à l'intérieur de leurs pays.

Directement ou indirectement, cet afflux d'argent contribuait, tantôt à l'amélioration de la balance des paiements⁴⁹ de leurs Etats, tantôt au progrès technique⁵⁰ de leurs entreprises, tantôt au plein emploi⁵¹ des populations autochtones. Et dans tous les cas, il provoquait une plus large diffusion/répartition de la richesse à l'intérieur du pays. Ce qui favorisait, à son tour, aussi bien une augmentation de la demande interne de biens de consommation qu'un accroissement équivalent ou conséquent de la production nationale.

II. Le revers de la médaille

Que se passe-t-il aujourd'hui? Exactement le contraire de ce qui jadis avait été théorisé et promis par les premiers "libre-échangistes"!

Ces derniers, s'étaient tout simplement limités à présenter le "bon visage" de leur théorie (notamment, les bienfaits économiques

46 "L'enfant qui glisse une pièce dans sa tirelire, l'entreprise qui conserve une part de ses bénéfices pour s'autofinancer, le ménage qui dépose une fraction de son revenu sur son livret de caisse d'épargne, les futurs propriétaires qui ouvrent un plan d'épargne-logement, effectuent, chacun à sa façon, une opération d'épargne" (J. Brémond et A. Gélédan, "Dictionnaire économique et social", Hatier, Paris, 1990, page 162).

47 C'est ce que Marx appelle "accumulation" ou "reproduction élargie" du capital. En revanche, pour les libéraux, c'est un simple investissement. A savoir, "un flux qui s'ajoute chaque année sous forme d'équipements neufs au capital productif" (J. Brémond et A. Gélédan, "Dictionnaire économique et social", Hatier, Paris, 1990, page 218).

48 C'est ce que Marx appelle "un processus de reproduction simple" et que les libéraux considèrent comme "une simple consommation personnelle de leur profit".

49 Le change étant par définition "le prix d'une monnaie exprimé en une autre" ou "le rapport de valeur entre deux monnaies", il devient inévitable que la possession d'un excédant de devises originaires d'un pays "A" par un pays "B", entraînera nécessairement un raffermissement financier de la monnaie nationale du pays "B" par rapport à celle du pays "A". Et par conséquent, une amélioration de la balance des changes entre le pays "A" et le pays "B", au détriment du pays "A".

50 "Le progrès technique peut se définir comme le progrès scientifique appliqué à l'économie" (Gilles Martin, Frédéric Vallée et Isabelle Waquet, "Pratique de l'économie", P.U.F., Paris, 1996, page 46).

51 "Le véritable plein emploi est le volume d'emploi qui permet d'obtenir au moyen des facteurs de production le volume de richesses produites les plus important selon une évaluation tenant compte des besoins de la collectivité. Ainsi, le plein emploi ne signifie pas simplement que chacun a un emploi, mais que les emplois rendent maximale la différence entre le passif (le travail étant supporté comme une charge) et l'actif (tous les biens et services mis à la disposition de la collectivité)" (J. Brémond et A. Gélédan, "Dictionnaire économique et social", Hatier, Paris, 1990, page 149).

pouvant résulter de la mobilité des marchandises et des services, et de l'immobilité des facteurs de production). Mais ils s'étaient bien gardés de nous parler des hommes qui auraient la tâche d'appliquer leurs thèses. Moins encore des dangers qui pouvaient découler de certains aspects de la nature humaine, comme l'**égoïsme**, la **convoitise** ou l'**avidité**.

A cause de cet "oubli", nous nous retrouvons aujourd'hui pratiquement submergés par une avalanche d'effets pervers qui procèdent du "libre-échangisme": investissements transnationaux⁵², spéculations financières⁵³ internationales et anonymes, déconnexion⁵⁴ du marché financier des autres marchés économiques... Ou encore, multinationalisation⁵⁵, globalisation⁵⁶ et délocalisation⁵⁷ des entreprises, des services et des banques anciennement nationales. Sans oublier l'irrépressible et dramatique phénomène du chômage chronique⁵⁸ de millions et millions d'anciens travailleurs ou celui de la marginalisation⁵⁹ sociale et économique de couches chaque jour plus vastes de population à l'intérieur de nos sociétés.

A force de vouloir constamment privilégier l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt collectif, les "libre-échangistes" ont enfin

52 "Cycle des investissements entrants et sortants, en fonction de l'évolution des trois types d'avantages (n.d.l.a.: selon le paradigme << O.L.I. >> ces avantages sont: O = ownership advantages ou avantages spécifiques de la firme; L = sa localisation à l'étranger; I = son internationalisation) pour les firmes nationales susceptibles de se multinationaliser et pour les firmes multinationales étrangères susceptibles de s'implanter sur le territoire des pays concernés" (Jean-Louis Mucchielli, "Relations économiques Internationales" Hachette supérieur, Hachette, Paris, 1994, page 92).

53 "L'essentiel des opérations financières internationales consiste dans des mouvements de va-et-vien incessants entre monnaies et les différents instruments financiers" (sous la direction d'André Cartapanis, "Turbolences et spéculations dans l'économie mondiale", Economica, Paris, 1996, page 5).

54 Selon des estimations fournies par la Banque des Règlements Internationaux, sur la base d'enquêtes, "les opérations financières sont 50 fois plus importantes que celles liées au commerce international de biens et services" (sous la direction d'André Cartapanis, "Turbolences et spéculations dans l'économie mondiale", Economica, Paris, 1996, page 5).

55 Notamment, la transformation des anciennes firmes nationales, en des conglomérats hétérogènes d'intérêts et de buts qui n'ont plus rien à voir avec les entreprises à "taille humaine" d'antan.

56 "L'illustration extrême de la globalisation est donnée par la << firme virtuelle >>, réseau temporaire d'entreprises exploitant en commun une occasion suscitée par le marché" (Philippe Moreau Defarges, "La Mondialisation, Vers la fin des frontières?", Institut français des relations internationales, Coll. Ramses, Dunod, Paris, 1993, page 51).

57 Notamment, le transfert d'une production, d'un site à un autre. La plupart du temps, du pays d'origine d'une firme à un pays étranger.

58 Notamment, la perte de l'emploi, avec de très faibles chances de le retrouver. Et sans avoir la possibilité de se récyler dans d'autres branches.

59 Notamment, l'exclusion psychologique et la frustration matérielle de ceux qui n'ont pas les moyens pratiques pour s'approcher des rythmes économiques et sociaux des couches hautes et moyennes de la même population.

montré leur vrai visage: celui d'individus égoïstes et apatrides, sans foi ni loi, qui pour mieux s'enrichir, n'hésitent pas à se renier eux-mêmes, ni à engager la mobilité extrême de l'ensemble des facteurs de production. Autrement dit, en accomplissant la **mondialisation**⁶⁰ **de l'économie**, ils ont été conduits à renier les principes de base de leur propre doctrine. De même en ce qui concerne la soi-disant "harmonie entre les intérêts particuliers et l'intérêt général".

Inutile, donc, aujourd'hui de s'étonner si, à l'échelle du "village global"⁶¹, nous assistons à la renaissance et à la prolifération exponentielle des mêmes contradictions politiques⁶², économiques⁶³ et sociales⁶⁴ qui avaient déjà caractérisé les sociétés économiquement cloisonnées et protectionnistes du XIXème siècle. Mais, par rapport à hier, il existe aujourd'hui une circonstance aggravante. A l'intérieur de nos pays, les Etats ne jouent plus de rôle réellement politique. Les communautés nationales ne sont plus clairement définies et structurées. Les citoyens n'ont plus aucun lien tangible d'appartenance politique collective, aucun réel sentiment de solidarité sociale ou culturelle. On vit le règne du chacun pour soi.

Pourtant, dès 1842, ce genre d'effets avaient bien été annoncés et lucidement prophétisés par Courcelle Seneuil (l'un des rédacteurs du *Dictionnaire politique*) qui écrivait, je cite: « *On a proposé de soumettre les sociétés aux lois de la production des richesses,*

60 "La mondialisation désigne la croissance des exportations de capitaux, le développement de la division internationale du travail, les unités de production se déplaçant, puis s'intégrant en réalisant des parties d'un même produit ou groupe de marchandises, à partir de zones géographiques différentes mais dépendant d'un centre de décision principal" (Janine Brémond et Alain Gélédan, "Dictionnaire économique et social", Hatier, Paris, 1990, page 281).

61 Le "village global" ou "village planétaire" a été imaginé par le Canadien Marshall McLuhan (1911-1980), auteur de "La Galaxie Gutemberg" (1962) et de "Understanding Media" (1964). Cette vision du monde découle de ses études sur les nouveaux systèmes de communication. A son avis, l'information électronique serait à l'origine de la mutation de l'organisation sociale à l'intérieur de nos sociétés.

62 Hier comme aujourd'hui, cette contradiction consiste en une production et reproduction d'idées politiques complètement coupées de la réalité, ainsi qu'en une totale déconnexion entre les agissements des représentants du pouvoir légal et les souhaits, patents ou latents, des membres de la société réelle. Et elle s'exprime, soit par l'institutionnalisation d'une "pensée unique", soit par l'acceptation passive ou intéressée de l'idéologie dominante, soit par la démoralisation, la diffamation et/ou la marginalisation systématique des élites qui osent manifester leur opposition à l'encontre de cette "pensée".

63 Ce n'est pas dans l'uniformité, mais dans la différence qu'il y a "échange". Au contraire, hier comme aujourd'hui, on assiste à la monopolisation des principaux secteurs de l'économie par l'élimination systématique de la concurrence "marginale", ainsi qu'à la concentration ou à la fusion d'entreprises toujours plus grandes, toujours moins nombreuses et toujours plus tentaculaires.

64 Aujourd'hui, comme au XIXème siècle, à l'intérieur de la société civile, on assiste à la formation et au développement de couches humaines parallèles qui évoluent pratiquement en vase clos, tout en procédant à des "vitesses" technologiques, économiques et sociales totalement différentes.

d'imposer à l'intelligence et à la moralité libre de l'homme la domination des instruments, des choses matérielles, chasser en un mot toute l'idée de prévoyance des conseils politiques. Ainsi, pour "laisser faire et laisser passer", les gouvernements devraient abandonner le rôle d'éducateurs des peuples qui leur est confié; ils devraient souffrir que les faibles devinssent la proie des forts, tant que ceux-ci ne transgresseraient pas des lois dirigées uniquement contre la violence matérielle! Ils respecteraient les mouvements spontanés de la richesse, même lorsque ces mouvements auraient pour résultat de renverser toute morale et tout ordre; ils laisseraient corrompre, dégrader, affamer, anéantir des générations entières, et ils n'interviendraient pas! Ils laisseraient exercer sur la nation, par des nations étrangères, la même influence qu'exerceraient au sein de la nation même quelques privilégiés, et ils n'interviendraient pas! Ils détruiraient tous les liens de solidarité que l'association politique et civile établit parmi les hommes, ou mieux, ils seraient des geôliers et des bourreaux aux gages des oppresseurs!... ».

Seneuil, malheureusement, en son époque, péchant d'optimisme, avait conclu son article en disant *« qu'on peut soutenir un tel système à la tribune de la Chambre des pairs; mais il ne saurait entièrement prévaloir tant que subsistera le sentiment de la dignité, de la morale humaines »*. Et que, le cas échéant *« ces empiétements des économistes sur le domaine de la politique ne peuvent manquer d'être réprimés tôt ou tard par l'opinion »*⁶⁵ (sic!). Nous savons ce qu'il en a été de ses « vœux pieux »...

Certes, de 1949 à 1973, grâce au "libre-échangisme" et à l'immense pénurie de biens de consommation qui existait dans le monde de l'après deuxième Guerre mondiale, le commerce international a connu une forte expansion. Et l'Occident a enregistré une très grande croissance⁶⁶.

Mais à quel prix?

— La désintégration de la famille et des valeurs qui s'en référaient, ainsi que l'atomisation et la dispersion politique de nos communautés traditionnelles.

⁶⁵ Dictionnaire Politique, Encyclopédie du langage et de la science politiques, Ed. Pagnerre, Paris, 1842, page 45.

⁶⁶ "Jamais la croissance économique n'avait connu une telle dynamique. Les taux de croissance moyens de la production industrielle avoisinent les 6% l'an; le Japon connaît même des taux de croissance largement supérieur à 10%. La croissance du commerce international est en général de 4 points supérieure à celle de la production. Cette croissance exceptionnelle prend fin en 1974" (Jean-Louis Mucchielli, "Relations économiques internationales", Hachette supérieur, Les Fondamentaux, Hachette Livre, Paris, 1994, page 17).

- L'émasculatation sociale, la déchéance existentielle et la frustration spirituelle de nos jeunes, ainsi que celle des générations qui les ont précédés tout au long de ces cinquante dernières années.
- La déliquescence des valeurs civiques et morales de nos sociétés ou le salmigondis culturel de l'ensemble des civilisations de la planète.
- Les maltraitements des animaux d'abattage⁶⁷, les manipulations génétiques⁶⁸, les "dopages" pharmaceutiques⁶⁹, les altérations nutritives⁷⁰, ainsi que les adjonctions biologiques⁷¹,

⁶⁷ Selon un rapport de fonctionnaires de l'Union Européenne (cité par Francis Puyalte, "Le Figaro", 8 mai 1996, page 20), sur les quelques 250 millions d'animaux vivants transportés chaque année à travers les différents pays d'Europe, environ le 10% de ces derniers (c.à.d.: 25 millions) succomberaient aux conditions de transport et aux brutalités multiples dont ils sont victimes pendant leurs "transhumances de l'horreur". Et ce, avant même d'atteindre leur lieu d'abattage. Rendement économique et profit des exportateurs de ces animaux, obligent!

⁶⁸ Ces manipulations sont opérées aussi bien sur des animaux que sur des plantes. Elles consistent en la recherche, l'identification et l'isolement de gènes de "résistance" à l'intérieur de différentes variétés d'une même espèce. Mais également en l'implantation et le croisement artificiel de ces gènes avec ceux d'espèces considérées plus performantes. Le résultat visé par ces disséminations est l'obtention d'espèces hybrides ou transgéniques qui posséderaient des propriétés nouvelles par rapport aux espèces naturelles. Ceci, sans que ces manipulateurs soient disposés à nous donner un quelconque blanc-seing d'innocuité pour l'homme. Leur seul intérêt "scientifique" est en effet d'obtenir des rendements maximaux pour ces animaux et ces plantes, afin de mieux répondre aux "impératifs" de l'élevage rapide et de la agriculture intensive, voulus par le mondialisme économique.

⁶⁹ Pour accroître rapidement le poids des bovins, des porcins, des ovinés et de la volaille, et les mettre promptement sur le marché, il n'est pas rare que ces animaux soient "traités" avec des antibiotiques (il ne faut pas oublier que plus de la moitié des antibiotiques produits dans le monde sont destinés aux élevages) et/ou des hormones (notamment ceux destinés à l'augmentation de la lactation des vaches). Mais également, "dopés" avec des inducteurs de croissance, des anabolisants ou des oestrogènes. Parmi les anabolisants plus utilisés, on remarque, le "testostérone", le "progestérone", le "mabuterol" et le "zéranolo" qui agissent sur l'équilibre neuro-hormonal de ces animaux.

⁷⁰ Comme s'il n'y avait pas assez de foin dans le monde, les tenants de l'élevage intensif n'ont pas hésité à changer les habitudes alimentaires des animaux herbivores. Que voulez-vous, pour les "libre-échangistes" l'herbe est trop "basse"... et coûte trop cher pour la récolter! C'est pourquoi, tout au long de ces quinze dernières années, ils ont préféré engraisser ces animaux aussi bien avec des farines protéiques (à base de cervelles et d'os de brebis qui sont la cause principale de la "scarpie" ou "tremblante", une maladie dégénérative du système nerveux de ces animaux) que des farines animales tout court. Ces dernières sont fabriquées à base de cadavres d'animaux et de déchets carnés divers, y compris, des "placentas humaines" (celles notamment découvertes à Zurich (CH) en avril 1996 dans une fabrique de production de ces farines. Selon les agences de presse A.T.S. et A.P. du 17 juillet 1996, "la Municipalité de Zurich, après une enquête de trois mois, a établi que depuis 1985, l'école d'infirmière, et depuis 1988, l'hôpital de la Croix Rouge avaient livré de 500 à 600 kilos de placentas par année à la voirie de la ville, en supposant qu'ils y étaient incinérés. Jusqu'en 1993, ces placentas avaient été transformés dans l'usine de fabrication de farines de la voirie. Et depuis 1993, la voirie les avait livrés avec les déchets carnés à la fabrique de farines animales de Bazenheim. A la fin de l'enquête, la Municipalité de Zurich n'a trouvé aucun coupable. Et elle n'a engagée aucune procédure pénale ou disciplinaire". Faut-il s'étonner?). Ces farines sont à l'origine de "l'encéphalopathie spongiforme bovine" ou épidémie de la "vache folle". Malgré les dangers potentiels représentés par ces farines, les responsables de nos États se sont bien gardés jusqu'ici de les interdire totalement. Retirés officiellement aux

synthétiques⁷² ou chimiques⁷³ opérés sur les principales denrées de notre alimentation quotidienne.

- Le saccage minutieux et généralisé de nos ressources⁷⁴ énergétiques, minéralogiques, forestières et marines, ainsi que leur dissipation⁷⁵ vénale et scélérate.
- La dévastation systématique de notre environnement⁷⁶ naturel, unique et non renouvelable.

Il serait superflu de s'attarder à expliquer comment, malgré tout⁷⁷, les tenants du "libre-échange", tout au long de ces cent cinquante dernières années, ont pu constamment présenter leur théorie comme étant la plus moderne et la plus dynamique, tout en la faisant passer, dans la conscience des gens, comme une lettre à la poste.

Les peuples, comme si de rien n'était, continuent à croire à ses "saintes vertus" et se laissent charmer et invariablement abuser. Ce serait, donc, du temps perdu que de chercher à les mettre en garde à propos de son immoralité et de sa perversion naturelles, en les

boeufs et aux moutons (?), ces "fourrages artificiels" continuent quand même à être utilisés pour nourrir des porcs et de la volaille. Ceci, avec l'excuse qu'il coûterait trop cher d'incinérer les centaines de milliers de tonnes d'abats et de déchets produits chaque jour par la chaîne alimentaire de nos pays. Ces phénomènes, ne sont qu'un petit exemple de ce que normalement on nous fait manger à l'intérieur de nos sociétés. Et ce, non seulement pour obtenir sur nos tables les "meilleurs" produits au prix le moins cher. Mais pour permettre aux "libre-échangistes" de gagner toujours plus, en produisant plus, avec le moins d'effort et de frais possibles. Sans oublier les temps les plus brefs.

⁷¹ Notamment les insecticides, les pesticides, les fongicides et les herbicides qui sont utilisés dans les cultures intensives pour éviter des pertes et augmenter le rendement des récoltes. Mais également les antiparasitaires, les gaz de maturation artificielle, les spray d'auto-conservation, les lavages à la "chaux vive" pour nos salades, etc. qui sont utilisés tout au long de la chaîne alimentaire. Et ce, de la récolte aux étalages de nos supermarchés.

⁷² Notamment, la plupart des additifs qui sont utilisés dans la phase industrielle de la préparation des aliments en boîte, sous-vide ou surgelés.

⁷³ Notamment, les arômes, les stabilisants, les antioxydants, les colorants et les conservants qui sont utilisés pour prolonger la vie commerciale de la plupart de nos aliments comestibles.

⁷⁴ Pour approfondir cet argument, lire: Alain Thein During, "How much is enough?", Ed. Earthscan, London, 1992. Mais également les "Actes du colloque Planète Terre, Paris 12-13 juin 1989", Ed. Imprimerie Nationale, Paris, 1989.

⁷⁵ Pour approfondir cet argument, lire: Vance Packard, "Art du gaspillage", Calmann Lévy, Paris, 1971.

⁷⁶ Trois ouvrages semblent bien résumer cet argument: Jean Dorst, "Avant que la nature meure", Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1969; Gérard Bellan et Jean-Marie Pérès, "La pollution des mères", P.U.F., coll. "Que sais-je?", Paris, 1974; William R. Cotton et Roger H. Pielke, "Impact on weather and climate", Ft. Collins: Aster Press, London, 1992.

⁷⁷ Les peuples, on le sait, ont la "mémoire courte"... Et c'est à cause de cette regrettable "prédisposition" que même les menteurs et les tricheurs, à l'intérieur de nos sociétés, peuvent toujours espérer passer entre les "gouttes" et continuer à être considérés comme des honnêtes gens.

incitant à faire recours à leur mémoire collective ou à leurs propres souvenirs personnels...

A quoi servirait-il de rappeler les désastres politiques, économiques et sociaux qui, à cause de cette "petite idée malsaine", se sont déroulés en Occident⁷⁸, avant et entre les deux Guerres mondiales? Ou bien, de remémorer les déstabilisations⁷⁹ et les ravages structurels⁸⁰ que cette théorie a produits dans les pays du Tiers-Monde⁸¹? Ou encore, d'évoquer le souvenir de centaines et centaines de guerres⁸² et de conflits⁸³ qui - de la guerre de Corée à la guerre du Golfe, des guerres de décolonisation aux récents conflits afghan, yougoslave et tchetchène, du chaos somalien à celui du Burundi, du génocide ruandais à effondrement de la société albanaise ou à celui du Zaïre, en passant par la guerre d'Algérie, les guerres israélo-arabes, les guerres indo-pakistanes, la guerre Irak-Iran, ainsi que les guerres, les coups d'Etat, les révolutions et les massacres d'Afrique et d'Amérique Latine - ont constamment

⁷⁸ Qui se rappelle-t-il que "la grande crise mondiale des années trente fut provoquée par un système économique très semblable à ce que les néo-libéraux d'aujourd'hui veulent nous imposer"? (Guillaume Faye, "Contre l'économisme", Principes d'économie politique, Le Labyrinthe, Paris, 1983, page 17).

⁷⁹ "Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la planète a connu près de 140 guerres et conflits armés importants, sans compter les coups d'Etats militaires. La majorité de ces guerres se sont déroulées dans le Tiers-Monde. (...) Environ 80% des confrontations armées dans le Tiers-Monde se sont déroulées à l'intérieur d'un Etat" (Rudolf H. Strahm, "Pourquoi sont-ils si pauvres?", Editions de la Baconnière, Boudry, Suisse, 1986, page 187).

⁸⁰ "Le Bangladesh, les pays d'Afrique noire tels que la Guinée, la République Centre Africaine, le Mali, la Tanzanie, soit l'ensemble des pays à faible revenu de la banque mondiale "ont été entraînés dans la crise des pays industriels: le secteur agricole traditionnel, déconnecté de l'industrie locale, est concurrencé par l'agriculture des pays industrialisés. Le secteur << primo-exportateur >> n'est au mieux qu'une enclave; soumis aux fluctuations de la demande mondiale, il subit une dégradation des termes de l'échange en sorte que le secteur exportateur constitue souvent plus un << pole déstructurant >> qu'une source régulière de financement. Les autres pays en voie de développement (comme la Colombie, le Pérou, le Paraguay, l'Egypte, le Kenya, le Maroc) ont atteint un certain degré d'industrialisation par la politique de substitution d'importations et le développement de secteurs de biens de consommation. Ils demeurent peu compétitifs par rapport aux nouveaux pays industrialisés, dont ils se distinguent par leur impossibilité à poursuivre l'industrialisation au-delà des biens de consommation" (Alain Samuelson, "Economie internationale contemporaine", Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991, pages 21 et 22).

⁸¹ Ce terme, introduit pour la première fois en 1952 par le démographe et économiste français Alfred Sauvy (1898-1990), indique les pays extra-européens non développés ou en voie de développement. Et ce, en référence avec le "Tiers-Etat" d'avant la révolution française de 1789.

⁸² "On sait que le système s'est traditionnellement et puissamment aidé de la guerre pour survivre et ressusciter. (...) Les mécanismes et les fonctions de la guerre sont intégrés au système économique et aux mécanismes de la vie quotidienne" (Jean Baudrillard, "La société de consommation", Idées/Gallimard, E.P. Denoël, Paris, 1970, page 70).

⁸³ "De nombreux conflits armés ont été en fait des guerres d'intérêts entre grandes puissances sur le territoire d'un pays en développement. Ce genre de guerre par pays interposé est souvent provoqué par des intérêts pétroliers, industriels et commerciaux (indochine, Vietnam, Moyen-Orient, Biafra, etc.)" (Rudolf H. Strahm, "Pourquoi sont-ils si pauvres?", Editions de la Baconnière, Boudry (Suisse), 1986, page 187).

ensanglanté⁸⁴ le monde de 1945 à nos jours? Enfin, à quoi servirait-il de mettre en garde l'opinion publique sur les conséquences de l'échange inégal⁸⁵ ou sur les possibles dangers⁸⁶ qui pourraient en découler dans un proche avenir?

Tout cela, malheureusement, ne servirait strictement à rien. Pour une raison très simple: la foule est crédule, et aime bien le rester. Tout particulièrement, lorsqu'on sait la flatter ou la faire rêver à propos de ce qu'elle n'est pas!

Faire croire à un imbécile qu'il est l'homme le plus intelligent du monde n'est pas compliqué. Il est encore plus facile de convaincre tout un chacun qu'il est le plus rusé et qu'il pourra sans trop d'efforts s'enrichir sur le dos des "autres".

C'est du ressort de la lapalissade, en effet, que d'entortiller les gens par le levier de leur propre égoïsme, par la sollicitation de leur propre convoitise ou de leur propre avidité.

Il existe une nature humaine que personne ne peut changer. Toutefois, on peut, par la contrainte des lois et les règles morales, essayer de contenir ou de neutraliser la plupart des mauvais penchants. Et, par la pratique du vivre en société, ainsi que par l'éducation, tenter "d'affiner" quelques unes de ses qualités et/ou de ses vertus.

84 "Or, on constate qu'avec la croissance industrielle, les guerres n'ont pas diminué en nombre, mais sont devenues plus féroces, devastatrices, totales, et que les régimes industriels-démocratiques mènent des guerres aussi << irrationnelles >> que les tyrans d'autres époques" (Thomas Molnar, "L'Hégémonie libérale", Mobiles, L'Age d'Homme, Lausanne, 1992, page 17).

85 "L'histoire fournit d'innombrables exemples de petites industries, d'activités artisanales de pays du Tiers-Monde qui ont été <<submergées>> et anéanties par la concurrence d'entreprises occidentales infiniment mieux armées. Des déséquilibres économiques qui ont souvent rendu plus difficile encore, voire interdit le développement de ces pays en ont résulté. Maintenant, les pays industrialisés sont, à leur tour victimes d'une concurrence inégale: celle des pays à main-d'oeuvre bon marché. En effet, cette dernière n'est pas fondée sur une meilleure organisation de la production ou sur des innovations, mais sur de bas salaires et des conditions de travail souvent déplorables qu'il ne saurait être question d'imiter dans les pays industrialisés. De lors, cette concurrence pourrait conduire à l'abandon de secteurs entiers des économies industrialisées ou plus précisément, au transfert d'entreprises occidentales implantées dans ces secteurs dans des pays à main d'oeuvre bon marché" (André Grjebine, "La nouvelle économie internationale", 3ème édition, P.U.F., Paris, 1986, page 135).

86 "L'intensification des échanges entre d'une part les divers pays du Tiers-Monde et d'autre part l'Europe, Les Etats-Unis et le Japon, accroît peut-être les risques de guerre qu'elle n'est un gage de paix. Des Etats puissants ne se laisseront-ils pas, tôt ou tard, séduire par l'espoir d'acquérir de force, fût-ce avec de grands risques, la pleine maîtrise de ressources devenues trop vitales pour eux? Les nations faibles, lassées d'être dominées et s'estimant spoliées par des entreprises étrangères, ne seront-elles pas acculées à des révoltes insensées, que la Russie ou la Chine, désireuses d'étendre leurs zones d'influence et de s'assurer de nouvelles ressources, attiseront peut-être?" (Jean-Marcel Jeanneney, "Pour un nouveau protectionnisme", Seuil, Paris, 1978 / cité par André Grjebine, "La nouvelle économie internationale", 3ème édition, P.U.F., Paris, 1986, note 16, page 185).

En revanche, si les lois et les moeurs d'une société tendent d'une part, à exalter ou tolérer la pratique de l'égoïsme, de la convoitise et de l'avidité, et d'autre part, à narguer ou pénaliser celle de l'altruisme, de la générosité et de la solidarité, on ne peut guère s'étonner si tout un chacun se targue d'ériger l'individualisme en principal modèle de référence.

III. L'économie contre la société

Si on admet à priori - comme il avait été jadis prétendu par les premiers "libre-échangistes" - que l'intérêt économique ou financier d'une personne physique, juridique ou morale est plus important que l'intérêt général d'une société toute entière, on admet également que n'importe quel citoyen ou n'importe quelle firme d'un pays donné, pour mieux s'enrichir, puisse impunément appauvrir ou conduire au désastre le reste de la communauté dont il/elle fait partie.

A partir des années 70, les principales firmes de nos pays - après avoir largement "amadoué"⁸⁷ la classe politique⁸⁸ de nos Etats⁸⁹ et, directement ou indirectement, favorisé le relâchement des moeurs et l'éclatement des plus importants points d'ancrage moraux de nos sociétés⁹⁰ - ont pu commencer, sans trop d'efforts, à miner

87 "Pour discerner les mécanismes économiques de la corruption, il faut mener une analyse dépassionnée, sans référence aux concepts moraux. Pour cela, un vocabulaire économique neutre s'impose, celui de transaction entre deux agents économiques, le corrupteur et le corrompu. Le corrupteur est celui qui dispose, préalablement à la transaction, de moyens financiers effectifs ou qui disposera potentiellement, dans le futur, de tels moyens grâce à la conclusion de la transaction. Le corrompu est celui qui dispose, de par sa fonction dans une institution économique (n.d.l.r.: ou politique), du pouvoir d'infléchir un mécanisme de prise de décision. La transaction de corruption consistera en l'accord entre le corrupteur et le corrompu pour que la première partie verse une rémunération à la seconde partie en contrepartie des efforts et risques que cette dernière prendra d'infléchir au profit du corrupteur la mise en application d'une norme, d'une règle ou des us et coutumes bien établis dans les mécanismes de décision de l'institution où le corrompu exerce une responsabilité institutionnelle. Parfois, la seconde partie, pour remplir son contrat vis-à-vis de la première, devra brutalement contredire la forme ou l'esprit d'un processus juridique ou organisationnel destiné à ordonner tel ou tel mécanisme économique" (Georges Corm, "Le nouveau désordre économique mondial", La Découverte, Paris, 1993, page 71).

88 Les nombreux cas de corruption dévoilés au grand jour ces dernières années dans la plupart des pays européens et extra-européens, ne sont en réalité que la pointe de l'iceberg de ce phénomène.

89 "Une fois l'exemple donné par le haut, il ne peut que se répercuter vers le bas des hiérarchies de la fonction publique qui gère tout l'arsenal de l'enchevêtrement des mesures de contrôle" (Georges Corm, "Le nouveau désordre économique mondial", La Découverte, Paris, 1993, page 79).

90 Pour comprendre ce phénomène, il faut se rappeler le climat politique et "culturel" qui régnait dans nos sociétés entre 1968 et 1978, ainsi que les nombreuses campagnes de publicité et de presse (financées à coup de millions de dollars par les grands groupes monopolistes et financiers de nos pays) qui exaltaient les "mouvements hippies" et favorisaient le relâchement des moeurs et des coutumes à l'intérieur de nos sociétés. Ces campagnes de presse prônaient aussi l'idéologie des "droits de l'homme", "l'individualisme

l'unité de nos pays et à se substituer progressivement à la volonté politique des responsables de nos Institutions⁹¹.

Nos plus grands entrepreneurs, en effet, ont tout d'abord commencé par prétendre que les **structures économiques** de leurs firmes n'étaient pas seulement l'un des facteurs de la paix sociale et de l'équilibre économique de leurs pays. Mais qu'elles étaient le **seul facteur**.

Ensuite, ils ont prétendu que le capital et le progrès technique investis dans leurs entreprises étaient beaucoup **plus importants** que **les hommes** qui y travaillaient.

Puis, ils ont prétendu que l'intérêt particulier d'une entreprise ne pouvait **pas tenir compte de l'intérêt collectif** du pays ou de l'espace socio-économique auquel elle appartenait.

Enfin, ayant complètement **extrapolé la figure de l'entreprise** du contexte socio-économique de leurs pays ou de leurs espaces d'origine, ils ont prétendu que **revenait à leurs établissements** (et non plus aux sociétés civiles ou aux États auxquels ils appartenaient), **de décider de l'avenir économique et social de leurs pays et du monde**.

En d'autres termes, grâce à la complicité structurelle de nos États et au "je m'en fichisme" politique de nos populations, nos principaux entrepreneurs ont réussi à la fois, à réaliser la "quadrature du cercle"⁹² et à contredire la "loi de Poisson"⁹³. Ils ont, en effet, réussi à **inverser le sens et les buts de l'économie**, et à se substituer à la volonté générale. Et par là, à mettre en application l'absurde équation initiale de leur théorie "libre-échangiste, dont les ravages les plus évidents se manifestent dans trois dimensions notamment:

humaniste", "l'homme unidimensionnel", le "pacifisme", le "féminisme", le "New Age et ses gourous", "l'oecuménisme", le "sectarisme religieux", la "théologie de la libération". Mais également le "divorce", "l'avortement", la "pornographie", la mode "unisexe", "l'homosexualité", l'usage des "drogues douces", etc.

91 "Déjà au début des années 1970, l'économiste américain Raymond Vernon, constatait que les firmes engagées dans cette voie (le processus de multinationalisation, voire de transnationalisation) s'affranchissaient des cadres nationaux - réglementaires, monétaires, etc. - ce qui remettait en cause la souveraineté des Etats-nations" (Jean-Marc Siroën, "L'économie mondiale, 2. Contraintes et perspectives", Armand Colin, Paris, 1994, page 13).

92 L'impossibilité de la quadrature du cercle a été établie par l'allemand Ferdinand von Lindemann (1852-1939). Ceci, en démontrant la transcendance du nombre "p" (c'est-à-dire: 3,14159 26535 89793 23846 26433...).

93 Il s'agit d'une des lois mathématiques de probabilité. La "loi de Poisson", en particulier, est utilisée lorsqu'on doit évaluer les probabilités de survenance de certains événements qui, normalement, se réalisent très rarement.

A. Vingt ans de concentration de la puissance

Si jusqu'à la fin des "trente glorieuses", la quasi totalité de nos grandes industries et de nos grandes banques était essentiellement dans les mains d'anciennes "dynasties" d'opérateurs (éventuellement soutenus et financièrement renforcés par des actionnaires publics ou privés d'origine nationale), à partir de 1975⁹⁴, ces mêmes firmes vont devenir l'objet d'une mutation progressive et radicale. Et ce, aussi bien au niveau de l'orientation économique qu'à celui du contrôle financier de leurs structures.

En d'autres termes, jusqu'au milieu des années 70, à l'intérieur de nos pays, la figure classique du "capitaliste" ou du "patron d'entreprise" (pour les marxistes, "l'ennemi de classe"...) était facilement reconnaissable et parfaitement identifiable. Après le début de la dérégulation américaine, ce même rôle dans le monde va commencer à décliner et à dépérir.

La figure du "capitaliste", telle que le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle nous l'avaient fait connaître, va progressivement disparaître de la scène. Elle va perdre ses caractéristiques physiques, ses attributions humaines et sa fonction sociale. Ce, jusqu'à s'identifier et se confondre totalement avec l'objet inanimé de sa substance intrinsèque, le "capital", "capital financier" sans nom et sans visage, transnational et mondialiste, qui fait désormais le bon et le mauvais temps de nos économies, tout en s'arrogeant le droit de décider unilatéralement de la conduite des affaires de nos pays et du destin social de nos populations.

Ce "capitalisme" là, certes, nous pouvons toujours le détester. Et si l'on veut, même le haïr. Mais personne, parmi nous - d'autant moins les marxistes⁹⁵ - n'est plus en condition de lui faire face. Moins encore de s'y opposer. Encore moins de le reconduire à la raison.

Ceci, pour le simple motif que pour croiser le fer avec un quelconque ennemi, il faut tout d'abord être en condition de le situer. Savoir notamment où il est. Et comment il est.

94 Date du début de la dérégulation des marchés financiers aux Etats-Unis.

95 Les thèses de Marx ("Le Capital", Op. cit.), de Lénine ("Impérialisme, stade suprême du capitalisme", Editions du Progrès, Moscou, 1967), ou de Rudolf Hilferding ("Le capital financier", Ed. de Minuit, Paris, 1970) à propos de la "domination de la banque sur l'industrie" correspondent désormais à des situations de "capitalisme tardif ou retardataire". Voir à cet égard: Jorge Niosi, "Le contrôle financier du capitalisme canadien", Presses de l'Université du Québec, Québec, Canada, 1978; Jean Bouvier, cité par Pierre Léon, "Histoire économique et sociale du monde", t. IV, page 278; Pierre Grou, La structure financière du capitalisme multinational", Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1983, pages 97 et 98.

Ensuite, il faut l'identifier physiquement. Connaître notamment son nom, son adresse, son visage. Mais également ses habitudes et son comportement.

Enfin, il faut avoir la possibilité pratique de s'y mesurer. Il faut en particulier pouvoir le rencontrer dans la rue et le reconnaître, aussi bien pour le défier et l'affronter que pour tenter d'obtenir notre gain de cause.

Le pouvons-nous, actuellement? Pouvons-nous dire avec certitude qui est vraiment à l'origine de nos malheurs?

Ce type de possibilités ayant fini par devenir rare, il n'est pas étonnant que de nos jours ce genre de "capitalisme" soit devenu pratiquement inattaquable. Et dans la plupart des cas, même imbattable!

Deux éléments déterminants, semblent avoir favorisé cette situation. D'une part, la nécessité pour les anciens responsables de nos firmes nationales de se procurer des liquidités toujours plus importantes. Et d'autre part, la dérégulation des marchés internationaux de capitaux, adoptée en Europe à la suite "de l'abolition aux États-Unis, le 1er mai 1975, des commissions bancaires fixes sur les émissions de titres, et de l'ouverture aux banques étrangères"⁹⁶.

Jusqu'à cette date, en effet, les besoins en capitaux de nos plus grandes industries étaient systématiquement assurés par un certain nombre de banques d'affaires qui, chacune à son compte, entretenaient avec ces entreprises des rapports suivis et des relations personnelles de confiance réciproque.

Pour simplifier, on pourrait même dire que jusqu'à la dérégulation des marchés, chaque entreprise avait sa banque d'affaires particulière (qui se chargeait de résoudre l'essentiel de ses problèmes financiers). Et chaque banque d'affaires avait son industrie particulière (qui lui fournissait l'essentiel de ses opérations financières).

Malgré leurs limites, ces rapports d'affaires, exclusivement basés sur la relation personnelle et la confiance réciproque, portaient encore la marque d'une économie à visage humain.

⁹⁶ Dominique Nora, "Les possédés de Wall Street", Denoël, Paris, 1987, page 171 (note 1).

A partir de 1975, en revanche, ces mêmes rapports vont devenir ouvertement conflictuels. Et générer une série de fâcheux et malsains déséquilibres économiques.

Ces déséquilibres, dans un premier temps, vont se solder à l'avantage des entrepreneurs. Dans un deuxième temps: à l'avantage des banquiers. Et enfin - "troisième larron" - à l'avantage du capital financier tout court.

Les différentes phases de la déstabilisation progressive de nos structures économiques peuvent être ainsi résumées.

Première phase : les anciennes "dynasties" d'entrepreneurs de nos pays (mais également les anciennes structures manageriales), dans l'espoir de pouvoir se procurer de nouveaux (et plus importants) capitaux au prix le plus bas, ont préféré renoncer aux anciennes allégeances financières. Et elles ont mis en concurrence l'ensemble des banques d'affaires disponibles sur le marché.

Par le jeu de l'offre et de la demande, elles allaient donc obtenir ce qu'elles recherchaient. A savoir, des meilleures conditions économiques pour les transactions de titres concernant leurs entreprises. Cette amélioration de conditions se faisant au détriment des marges de gains des banques d'affaires.

Deuxième phase : touchées de plein fouet dans leurs propres sources de revenu, les banques d'affaires n'allaient pas tarder à organiser la riposte.

Pour défendre leurs positions et déclencher une contre-attaque adéquate, les banques d'affaires commenceront tout d'abord par attirer auprès de leurs guichets la masse énorme de liquidités qui étaient jusque-là détenues par les Investisseurs Institutionnels⁹⁷, les Sociétés d'investissement⁹⁸ et les Fonds Communs de placement⁹⁹.

⁹⁷ Les "investisseurs institutionnels" sont des institutions financières gestionnaires de fonds. Leur fonction consiste à placer des capitaux qui leurs sont confiés par des tiers. Ces investisseurs "peuvent être des départements de gestion de fonds des banques - département de fiducie (trustees) - comme aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, ou encore des compagnies d'assurances. Aux Etats-Unis, une des catégories les plus importantes des fonds placés par l'intermédiaire des fonds de fiducie est constituée par les fonds de pensions des employés de l'industrie, fonds de retraites capitalisés par les banques gestionnaires; il en est de même en Grande-Bretagne, Allemagne, Suède, Suisse, le phénomène prenant une ampleur de plus en plus large dans les pays industrialisés" (Pierre Grou, "La structure financière du capitalisme multinational", Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1983, page 84).

⁹⁸ "Les sociétés d'investissement désignent les institutions financières qui se consacrent à la gestion de l'épargne placée en valeurs mobilières (essentiellement actions et obligations), ou encore dans l'immobilier et les valeurs donnant lieu à l'espoir de plus-values, telles les

Fortes de ces nouvelles capacités financières, les banques d'affaires changeront complètement de rôle.

Elles commenceront notamment par anticiper les besoins financiers de leurs anciens clients. Et elles feront en sorte que les anciennes industries de leurs clients deviennent elles-mêmes objet de concurrence.

Ceci, tantôt en leur opposant des véritables O.P.A.¹⁰⁰ hostiles, tantôt en les obligeant à adopter des stratégies financières qui étaient complètement indépendantes de la réelle situation économique de leurs industries.

En d'autres termes, ce ne sera plus la demande de capitaux qui déterminera le coût de l'argent et les fluctuations du marché financier. Mais l'offre financier des banques d'affaires qui dirigera, aussi bien les choix économiques courants de ces industries que leurs stratégies opérationnelles.

C'est ainsi que, tout au long de ces quinze dernières années, on a assisté à une véritable chasse au client. Et à une commercialisation boursière sans précédent de l'ensemble des situations de déséquilibre financier des principales industries de nos pays. Mais également, à des restructurations qui étaient en complète contradiction avec toute logique de production, de vente ou de services.

Troisième phase : pour mener cette politique, les banques d'affaires auront de plus en plus besoin de disposer d'immenses capitaux.

Or, ce besoin en liquidités étant de plus en plus exorbitant, et ces banques n'étant plus en condition de les gager de manière adéquate à leurs créditeurs, les responsables de ces établissements se verront obligées de céder des quote-parts importantes de leur paquet d'actions. Ou bien, de renoncer carrément à la direction effective de leurs instituts.

tableaux, les diamants...", (J. Brémond et A. Gélédan, "Dictionnaire économique et social", Hatier, Paris 1990, page 222).

99 "Les Fonds Communs de placement sont une copropriété de valeurs mobilières, non dotés de la personnalité morale. Ils gèrent des actifs nettement plus réduits que les Sociétés d'investissement, donc présentent une lourdeur de gestion moindre, mais avec des risques accrus en raison d'une diversification de leur portefeuille également moindre" (sous la direction d'A. Sillem, "Encyclopédie de l'économie et de la gestion", Hachette éducation, Hachette, 1991, page 200).

100 "L'O.P.A. (ou "take over bid") est une offre publique d'achat d'une firme qui veut acquérir une société cotée en Bourse. Cette technique consiste à proposer aux actionnaires de leur racheter leurs titres à un prix sensiblement supérieur à celui du marché" (J. Brémond et A. Gélédan, "Dictionnaire économique et social", Hatier, Paris 1990, page 41).

Bientôt, en effet, ce seront les banques d'affaires elles-mêmes qui subiront le même sort que l'industrie.

Les différents investisseurs extérieurs, vu le rôle grandissant de leurs capitaux, ne se contenteront plus de monnayer au plus cher leurs interventions ponctuelles. Mais ils commenceront également à empiéter sur les choix économiques et financiers de ces instituts.

Les banques d'affaires, mises en concurrence par les anciens fournisseurs de liquidités, se verront obligées, à leur tour, d'accepter les stratégies économiques de leurs clients. Mais aussi d'aller à l'encontre de toute politique bancaire. La stratégie des bailleurs de fonds n'ayant d'autre but que de multiplier par dix, par cent, par mille le bénéfice prévu par ses investissements¹⁰¹.

C'est pourquoi, ces quinze dernières années on a assisté à un ralentissement de l'activité bancaire, ainsi qu'à la compression drastique ou à l'effacement pratique de la quasi totalité des anciennes "dynasties" d'entrepreneurs et de leurs équipes dirigeants.

Les grands groupes industriels et bancaires de nos pays, soumis aux aléas des marchés financiers, ont perdu désormais leur identité et leur ancienne autonomie. Ils sont devenus la proie facile d'aventuriers sans scrupules. Ou bien, ils ont été tout simplement multinationalisés. Ou encore, intégrés dans le contexte de conglomérats¹⁰² industriels, bancaires et financiers beaucoup plus importants.

La perte d'autonomie de ces firmes s'est réalisée en deux volets. Le premier, par la dilution progressive des anciennes propriétés familiales des moyens de production, ainsi que par l'atomisation des anciennes structures de support financier. La seconde, par la réunification et la concentration des différents paquets actionnaires précédemment éparpillés, ainsi que par la marginalisation ou la substitution des anciennes structures dirigeantes.

101 "L'investissement, au sens financier, désigne l'acquisition de valeurs (le plus souvent mobilières) afin d'obtenir un revenu" (J. Brémond et A. Gélédan, "Dictionnaire économique et social", Hatier, Paris 1990, page 222).

102 "Jocelyne Barreau rappelle la définition habituelle du conglomérat: << Groupe très diversifié et privilégiant la croissance externe >> ("Disparition des conglomérats américains des années 60 et apparition des entreprises multibranches", Revue d'économie industrielle, 9, 3e trimestre 1979), cité par Pierre Grou, "La structure financière du capitalisme multinational", Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1983, page 125.

Les anciens “patrons d’entreprise” et leurs anciennes classes manageriales, lorsqu’ils sont maintenus en place, ne sont plus que les semblants d’eux-mêmes.

Le “capital financier” a carrément réduit leurs pouvoirs respectifs. Et transformé leurs rôles particuliers à ceux de simples figurants.

A cause de leur avidité, les anciennes prérogatives de ces gens sont désormais confisquées par des groupes financiers internationaux et anonymes. Et leur propre avenir personnel et professionnel est suspendu chaque jour au fil des performances boursières de leurs entreprises.

Ces performances, à leur tour, ne sont plus liées comme jadis à une quelconque logique de production, de vente ou de services. Elles dépendent exclusivement de la volonté momentanée ou de l’intérêt spécifique des “*dealmakers*”¹⁰³ ou des “*raiders*”¹⁰⁴ occasionnels ou professionnels qui font le bon et le mauvais temps à l’intérieur des marchés boursiers.

“Les chefs d’entreprise - nous précise Dominique Nora¹⁰⁵ - ont ainsi brusquement pris conscience que le marché boursier n’était pas seulement une commodité, mais aussi une contrainte. Sur une place liquide comme Wall Street, les firmes qui ignorent les règles de rentabilité à court terme des investissements finissent dans la gueule des requins. L’O.P.A. sauvage n’est que le mécanisme ultime par lequel la finance impose ses règles à la production; le raid est la sanction d’un système à l’autre. Dès lors, l’univers de la production est brutalement dominé par la loi des marchés financiers. Les investisseurs individuels - et surtout les “institutionnels” - exigent, en pure logique capitaliste, la maximisation du rendement de leurs placements. L’industriel est forcé, sous peine de se voir remplacé, d’obéir au rythme trépidant du monde financier. Le manager se soumet, ou est démis: c’est le « viol » de l’usine par la bourse”¹⁰⁶.

De même en ce qui concerne les anciens banquiers.

¹⁰³ Littéralement, “faiseurs de deals” ou “marieurs d’entreprises” (Dominique Nora, “Les possédés de Wall Street”, Denoël, Paris, 1987, page 306).

¹⁰⁴ “Predateurs d’entreprises. Individus initiateurs d’une O.P.A. hostile, le plus souvent à motivation financière et payé en grande partie avec des emprunts. Par extension, le terme désigne aussi les sociétés pratiquant des O.P.A. inamicales à rationalité plus industrielle” (Dominique Nora, “Les possédés de Wall Street”, Denoël, Paris, 1987, page 309).

¹⁰⁵ Dominique Nora est spécialiste des marchés financiers au journal Libération.

¹⁰⁶ Dominique Nora, “Les possédés de Wall Street”, Denoël, Paris, 1987, page 300.

Voilà, donc, pourquoi - et non a cause d'une hypothétique concurrence internationale au niveau de la production, des ventes ou des services - les restructurations, avec leur kyrielle de licenciements et de récessions économiques, sont devenues inéluctables!

B. La mise en cause des Etats

Nos États, fortement affaiblis par l'insaisissabilité des recettes spéculatives et par la montée en flèche des mesures sociales internes à accomplir, sont devenus à la fois, les principaux "*boucs émissaires*" de la mondialisation de l'économie et les principaux responsables de leur propre autodestruction.

En effet, poussés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International¹⁰⁷, ils ont dû se résigner à compresser leurs déficits budgétaires et réduire leurs dépenses publiques. Soumis au chantage par les milieux mondialistes, ils ont dû également s'engager dans la privatisation des meilleurs fleurons de leur secteur public¹⁰⁸. Délestés par l'économie privée de larges tranches de redevances, ils ont dû aussi procéder à une hausse généralisée des impôts courants et à un élargissement des domaines imposables. Et simultanément, ils économisent sur le dos des plus démunis (baisse notamment des rentes pour les retraités ou des allocations chômage). Enfin, pour tenter de maintenir un semblant d'autorité à l'intérieur de leurs territoires, ils ont dû encore plus s'enfoncer dans la spirale néfaste des emprunts publics¹⁰⁹ et de la vente de "bons du Trésor".

¹⁰⁷ Créés à Bretton Woods (USA), en 1944, la Banque Mondiale et le F.M.I. avaient comme tâche initiale, aussi bien de veiller au bon déroulement du système monétaire international que de venir au secours des États membres dans leurs éventuelles difficultés de balance des paiements. Après 1976, ces deux organismes sont devenus des véritables institutions monétaires supranationales, ainsi que le principal "fer de lance" de la mondialisation à outrance des anciennes économies nationales. Commencée en 1969, avec l'auto-attribution arbitraire d'émettre une propre monnaie de réserve internationale (les fameux "D.S.T." ou "droits de tirages spéciaux"), leur capacité d'intervention supranationale a assumé aujourd'hui des proportions vraiment inquiétantes. Notamment, lorsque ces dernières prétendent s'immiscer dans la souveraineté des différents États membres, aussi bien pour les obliger à restreindre les dépenses publiques et augmenter les pressions fiscales que pour les contraindre à réduire le volume de leur masse salariale interne.

¹⁰⁸ Lorsque dans les années 50/60 nos États ont procédé à la nationalisation de ces secteurs, c'est avec l'argent des contribuables qu'ils ont pu le faire. Aujourd'hui que ces mêmes secteurs sont en train d'être tous privatisés, à aucun citoyen de nos pays n'est venu à l'esprit qu'il aurait parfaitement le droit de demander de comptes à nos États. Et ce, aussi bien pour concéder son éventuelle et souveraine autorisation de les vendre que pour en tirer, en cas de vente, les dividendes monétaires conséquents.

¹⁰⁹ "Le recours à l'emprunt a été longtemps, pour l'Etat, considéré comme une recette exceptionnelle, justifiée seulement par des cataclysmes: guerre, ou par le financement de dépenses d'investissement dont les effets devaient s'échelonner sur une ou plusieurs générations. Il n'est plus de même aujourd'hui, le recours à l'emprunt étant devenu l'un des instruments les plus courants de la politique d'intervention étatique en matière économique. L'emprunt est devenu systématique, multiforme et donne lieu à des appellations techniques

Les mesures d'assainissement budgétaire et les privatisations à outrance, ont entraîné une toujours plus profonde déliquescence du pouvoir politique.

La hausse des impôts et l'élargissement des redevances publiques ont réduit encore plus la disponibilité financière des classes moyennes. Et produit, par conséquent, une baisse ultérieure de la consommation et une stagnation de la production.

A leur tour, la vente de "bons du Trésor" et le recours aux emprunts, ont provoqué d'une part, un énième drainage de capitaux flottants au détriment des investissements productifs et d'autre part, une augmentation vertigineuse des dettes publiques¹¹⁰ de nos pays.

Cette situation est sans issue. Les États qui souhaiteraient systématiquement recourir à la création monétaire entretiendraient une inflation¹¹¹ qui ferait chuter leur monnaie.

Mais les "dettes" tôt ou tard se payent. Et encore plus, celles qui procèdent des émissions monétaires inflationnistes et/ou de la spéculation financière.

Ce jour-là, nous verrons si le "Comité de Bâle" est encore en condition d'amortir financièrement le choc d'une banqueroute généralisée. Ou bien, d'assumer la responsabilité de payer ces dettes en termes de production physique!

a) L'immigration contre les mouvements sociaux

C'est dans les années 70 que le maximum de production et le maximum de consommation au prix le plus bas, ont commencé à coïncider avec le déclin inexorable du plein emploi à l'intérieur des différents pays de l'espace économique européen. Ce déclin étant entre temps aggravé par le début de l'immigration en masse de populations extra-européennes¹¹².

diverses dont la plus connue est l'impasse budgétaire" (sous la direction d'Alain Cotta, "Dictionnaire de Science Economique", Jean-Pierre Delarge, Maison Mame, 1968, page 189).

110 "Ensemble des engagements contractés par l'Etat à l'occasion d'émissions d'emprunts tant à l'étranger que sur le territoire national" (Jean-François Phelizon, "Lexique des termes économiques", 2ème édition, Technique et Vulgarisation S.A., Paris, 1975, page 53).

111 Pour les responsables de nos Etats, l'inflation à l'intérieur de nos pays serait inexistante ou elle serait contenue à des niveaux très raisonnables. En réalité, elle est galopante! Pour s'en apercevoir, il faut tout simplement se remémorer ce que nous pouvions acheter avec notre budget mensuel d'aujourd'hui, il y a six mois, un an ou deux ans.

112 "Les flux migratoires actuels ont des effets particulièrement pervers sur les situations de développement et de sous-développement. Bien loin de contribuer à guérir définitivement le monde des méfaits de l'explosion démographique, ils contribuent à maintenir des structures

Cette immigration¹¹³, au delà des diverses motivations d'ordre subjectif exprimées à l'époque par ces populations, avait été tout simplement facilitée (et quelquefois, même programmée et organisée¹¹⁴) par les plus importantes firmes industrielles de nos pays, soit pour contenir les prix de revient de leur production nationale, soit pour rééquilibrer les aléas du marché interne du travail¹¹⁵. Dans tous les cas, pour couper court avec les grèves à outrance et les revendications salariales qui étaient prônées à l'époque par les organisations syndicales des différents pays européens.

Ces dernières, en effet, tout en cherchant à sauvegarder les acquis économiques et sociaux de leurs adhérents, étaient surtout en train, à l'époque, d'entraver les plans "libre-échangistes" d'internationalisation des économies nationales. Et elles menaçaient de près l'existence même de ces grandes entreprises, aussi bien au niveau national qu'international.

Dans une étape successive, et toujours pour gagner plus d'argent, les mêmes firmes (devenues entre temps de véritables multinationales¹¹⁶), ont poussé la spécialisation de leurs propres

d'inégalités de développement à l'échelle mondiale. Ils sont certes une soupape compensatoire à ces inégalités, ils calment le mal, mais ne guérissent guère le malade" (Georges Corm, "Le nouveau désordre économique mondial", La Découverte, Paris, 1993, page 57).

113 Ce type d'immigration souvent défendue au nom de prétendus principes humanitaires, devait en réalité servir de "baromètre" au marché du travail autochtone. Mais également servir "d'exutoire" aux tensions politiques et sociales de nos populations. N'oublions pas, en effet, les déchirements fratricides qui sévissent dans nos sociétés depuis une dizaine d'années à propos de ce phénomène. Tout particulièrement entre les tenants d'un "racisme tout court" et ceux d'un "racisme déguisé". Notamment entre ceux qui voudraient tout simplement renvoyer chez-eux ces immigrés. Et ceux qui voudraient bien les "nationaliser". Ces derniers, en effet, se considérant intimement comme des rares spécimens d'une "civilisation supérieure" sont en réalité plus racistes que les racistes tout court. Ils voudraient "humanitairement" intégrer ces populations, en leur demandant gentiment d'abjurer leur langue, leur culture et leurs traditions, mais également leurs origines et leur histoire. Tout simplement pour leur concéder "l'honneur" et le "plaisir" de devenir des parfaits "esclaves légaux" à l'intérieur de nos pays.

114 Comme nous le rappelle Peter H. Lindert, divers pays de la CEE ont favorablement accueilli les mouvements de main-d'oeuvre. "Ils ont même créé des bureaux de recrutement à l'étranger, et étendu les mêmes dispositions généreuses concernant le traitement des divers nationaux à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce et à la Turquie" (Peter H. Lindert, "Economie Internationale", 8ème édition, Economica, Paris, 1986, page 701).

115 "(...) La croissance économique de certains membres de la CEE a dépendu, dans une proportion non négligeable, de la main-d'oeuvre étrangère. La contribution de cette dernière était mesurée non par la proportion des étrangers dans la population active, mais par l'apport fourni par ceux-ci pour maintenir à la marge les salaires à un bas niveau et les profits à un niveau élevé" (Peter H. Lindert, "Economie Internationale", 8ème édition, Economica, Paris, 1986, page 701).

116 "L'O.N.U. la définit comme: << Toute entreprise qui contrôle des avoirs sous forme d'usines, de mines, de fabriques, de commerce ou autres activités dans deux pays ou plus >>. L'économiste brésilien Celso Furtado la décrit comme: << Une entreprise qui s'est organisée dans un espace qui comprend de nombreux pays >>. (...) En général, le terme Entreprise Multinationale (EMN) n'englobe pas les grandes banques internationales qui sont plutôt

unités de production installées à l'étranger, jusqu'à l'atomisation scientifique de l'ensemble de la structure de fabrication ou de réalisation de leurs propres produits finis. Ceci, pièce par pièce et sous-pièce par sous-pièce, jusqu'à les produire dans une myriade de pays différents, en fonction des coûts les plus bas par pays, et les assembler dans un ou plusieurs pays, conformément à ce même principe. Parallèlement les **revenus**¹¹⁷ découlant de ce type de production, ont commencé systématiquement et progressivement à se délocaliser!

“Le monde - nous précise Alain Samuelson - est désormais l'espace d'exercice des stratégies de commerce, de production et de financement des firmes transnationales en négation de toute hypothèse d'immobilité des facteurs”¹¹⁸. Et en négation, en pratique, de toute théorie “libre-échangiste”.

Dans ces conditions, nos sociétés, tout en disposant, dans leurs marchés, des meilleurs produits au prix le moins cher, connaissent chaque jour plus de chômage et plus de récession économique. Car la richesse financière produite par ces firmes, ne rentre pas (comme elle le devrait) dans les caisses de leurs pays d'origine. Avec quels revenus, les membres de nos sociétés, pourraient-ils acheter les biens produits par ces entreprises? Comment pourraient-ils consommer plus, pour relancer l'économie de nos pays, si la globalisation du marché ne leur laisse aucune chance de pouvoir travailler, et donc, de gagner un quelconque salaire pour pouvoir ensuite le dépenser?

C. Les “oeuvres sociales” des nouveaux lendemains qui chantent

“L'élagage” ou le rejet des travailleurs se fait de différentes manières, branche par branche et secteur par secteur. Il se fait par le licenciement tout court ou par la suppression programmée d'anciens postes. Il se fait également par le “trialoge” des compétences et des qualifications ou par l'exclusion de certains métiers ou professions. Il se fait aussi par l'élimination systématique des classes d'âge soi-disant trop jeunes (20/25 ans), ou bien trop

appelées << banques transnationales >>. Mais les grandes entreprises de services autres que les banques: tourisme, assurance, conseils, sont, à l'inverse, de plus en plus considérées comme des EMN. Néanmoins, la dénomination EMN sous-entend généralement la production de biens manufacturés destinés au marché mondiale” (Jean Masini, “Le profit et la croissance”, Les Dossiers de l'Institut de Recherche et d'Information sur les Multinationales IRM No. 7, P.U.F., IRM, 1986, page 12).

¹¹⁷ “Le développement de l'espace de production multinational s'accompagne d'une transnationalisation de la circulation du capital” (Pierre Grou, “La structure financière du capitalisme multinational”, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1983, page 34).

¹¹⁸ Alain Samuelson, “Economie internationale contemporaine”, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991, page 117.

vieilles (40/50 ans). Il se fera plus encore par la réduction du temps de travail hebdomadaire ou par l'augmentation des heures supplémentaires, par la déréglementation administrative ou par la remise en cause des acquis sociaux. Il se fera enfin par l'affaiblissement ou la suppression des conventions collectives ou par l'introduction du travail de nuit des femmes. Sans oublier, naturellement, le partage et la flexibilité du travail à l'intérieur des entreprises, les contrats à temps déterminé ou le travail accessoire intégré d'office au travail normal.

Mais ce n'est pas tout.

Forts du progrès technique accumulé et ne sachant plus comment trouver des excuses plausibles pour se libérer de leurs anciens employés, ces mêmes entrepreneurs nous ont fait également le "cadeau" de nous inventer des nouvelles formes de licenciement. Tout naturellement, beaucoup plus raffinées et sophistiquées que les précédentes.

C'est le cas des retraites anticipées ou des options sur la "libération" de certains postes. Mais également, de ces formes de chômage technique ou de chômage partiel qui allongent invariablement la liste de nos assistés. Sans compter celles qui ressemblent étrangement à des formes patentes ou déguisées de compensation ou d'intégration économique aux frais de la communauté.

Inutile, donc, de s'étonner si, ces derniers trente ans, nous avons assisté impuissants, aussi bien à la déstabilisation irréversible des rapports des forces qui existaient à l'intérieur de ces entreprises qu'au dépérissement global et progressif du pouvoir de négociation qui était autrefois détenu par les syndicats et les masses salariales. Pour justifier la destruction de toutes les traditions et structures anciennes, les puissants d'aujourd'hui affirment: *"Attendez et vous verrez..."*. *"Faites bouger votre fantaisie et vous verrez qu'à très court terme, mêmes ces effets pervers qui accablent aujourd'hui vos sociétés, ne seront bientôt qu'un mauvais souvenir"*¹¹⁹.

La démonstration académique est très facile à résumer.

¹¹⁹ Pour permettre au lecteur de mieux appréhender le point de vue des partisans du "libre-échange", nous avons pris la liberté de condenser la plupart de leurs prises de position courantes, et de les présenter sous forme de dialogues directs. Les contenus de ces dialogues, loin d'être inventés, reflètent pleinement le point de vue "libre-échangiste" de notre temps. Leur substance, en effet, résulte d'une enquête personnelle que nous avons menée sur l'argument entre 1995 et 1996. Notamment, en recueillant et répertoriant des propos tenus par des industriels, des commerçants, des banquiers et des hommes politiques "libre-échangistes". Leurs propos ayant été exprimés dans des articles de presse ou des interviews. Ou bien, lors de déclarations officielles, de conférences ou de débats publics.

“Il ne faut pas s’en faire - nous disent-ils - si nos produits sont fabriqués à Hongkong, en Hongrie ou en Chine. Ou bien s’ils sont assemblés à Taiwan, aux Indes ou en Corée du Sud. Ou encore si nos services administratifs sont délocalisés dans quelque pays du Tiers-Monde. Ce qui compte, en économie, ce sont plutôt les immenses sommes d’argent que nous arrivons à épargner dans ces pays, ainsi que les possibilités d’investissement que cette épargne pourra nous procurer dans un proche avenir”.

“Il ne faut pas oublier, en effet - soulignent-ils - que les investissements liés à la publicité, à la promotion et à la distribution de nos produits ou de nos services pourraient être de loin supérieurs à ceux destinés à leur production ou à leur réalisation. Et de ce fait, ils pourraient contribuer, non seulement à réabsorber les emplois perdus dans vos pays à cause de nos délocalisations, mais également à en créer des nouveaux. Ceci, naturellement, sans devoir nullement vous priver, dans vos marchés internes, de nos meilleurs produits au prix le moins cher”.

Attendons, donc, que l’intérêt économique et financier de ces quelques “firmes”, puisse finalement générer autant d’argent et de richesse que même le moins favorisé parmi les hommes de notre planète, en soit un jour, directement ou indirectement, “aspergé” ou “imbibé”.

Attendons, les nouveaux “lendemain qui chantent”...

Conclusion: Un triste bilan

Pour tenter d’évaluer la « réussite globale » du système « libre-échangiste », examinons quelques chiffres.

Pensons aux 19 millions de chômeurs¹²⁰ et aux 41,5 millions de pauvres¹²¹ que compte actuellement l’Europe, tout en n’ayant aucun espoir de changer leur situation dans un proche avenir. Pensons également aux 38 millions d’Américains¹²² qui, aux Etats Unis, vivent aussi en dessous du seuil de pauvreté. Pensons aux

¹²⁰ Selon des estimations officielles, en 1996, les chômeurs de longue durée de la seule CEE ont largement dépassé le 19 millions, avec des pointes de 23% de la population active en Espagne et plus de 11%, aussi bien en France qu’en Italie.

¹²¹ Selon le rapport annuel (1995) de l’OCDE sur 371 millions d’européens, le 14,02% vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

¹²² Selon le rapport annuel (1995) de l’OCDE sur 260 millions d’habitants qui compte actuellement ce pays, le 14,65% vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

1,6 milliard de déshérités¹²³ et de sans abris qui peuplent environ 89 pays de la planète. Pensons aussi aux 73 millions d'enfants¹²⁴, entre 10 et 14 ans, qui sont exploités de par le monde pour permettre au libéralisme marchand d'augmenter ses profits. Mais également pour permettre - directement ou indirectement - aux *“358 milliardaires les plus riches du monde de disposer de plus d'avoires que tous les revenus combinés de pays abritant environ 45% de la population mondiale”*¹²⁵.

Pensons aux millions d'adolescents (filles et garçons) d'Asie, d'Afrique, des pays de l'Est et d'Amérique Latine qui sont réduits à l'esclavage sexuel ou contraints à la prostitution¹²⁶ par les tenants de certains circuits touristiques. Pensons aux gens des banlieues, aux assistés, aux familles démunies. Pensons aux retraités qui tentent de survivre avec des allocations de misère. Pensons, enfin, à la majorité des jeunes qui sortent de nos Ecoles et de nos Universités pour aller tout juste grossir les rangs déjà débordants des chômeurs en fin de droit.

Essayons maintenant de mettre en corrélation directe ces tristes réalités avec les milliers de milliards de dollars qui sont brassés chaque jour dans les différentes places boursières du monde. Ou bien, avec les millions, voire les milliards, de tonnes de biens de consommation qui sont quotidiennement détruits ou incinérés dans nos pays, tantôt pour débarrasser nos supermarchés de leurs stock de marchandises vieilles, tantôt pour maintenir le prix de ces ressources alimentaires sur le marché.

C'est cela la réussite de ce système!

Tout naturellement, si vous essayez de mettre sous le nez des « libre-échangistes » les évidences que nous venons de parcourir, ces derniers vous répondront que ce n'est pas de leur faute si le monde va ainsi. Si notamment les lois du marché les obligent à faire des réajustements, des péréquations¹²⁷ ou des rééquilibrages d'entreprise.

¹²³ Selon un rapport des Nations Unies, cité par l'Agence de presse Reuter (juillet 1996), ce milliard et demi de déshérités vivraient actuellement dans une situation pire qu'il y a dix ans.

¹²⁴ Source: Rapport de l'Office International du Travail (ILO) de Genève, 7 juin 1996. Ce rapport précise qu'au delà de ces 73 millions d'enfants, il y a encore des centaines de millions d'enfants-travailleurs en dessous de dix ans qui sont impossibles à chiffrer car à leur égard n'existe aucune statistique officielle.

¹²⁵ Source: Agence Reuter, 17 juillet 1996.

¹²⁶ Pour en savoir plus, lire l'excellent ouvrage de Ron O'Grady, "Schiavi o bambini?", Ed. Gruppo Abele, Milan, 1996.

¹²⁷ Répartitions égalitaires de charges ou de moyens.

“Que voulez-vous - vous diront-ils - les “choses” vont mal pour tout le monde, y compris pour nous. Nos carnets de commandes sont vides. Nos marges de profit sont de plus en plus dérisoires. Si nous mettons la “pression” sur nos salariés, c’est pour ne pas “couler” et pour pouvoir maintenir au moins l’essentiel de ces places de travail. L’emploi, ne peut pas être défendu autrement que par de nouveaux licenciements. Si nous licencions, si nous délocalisons, si nous restructurons, si nous fusionnons ou si nous allons chercher de nouveaux marchés en Extrême Orient, nous ne le faisons que pour vous, pour vos sociétés, pour votre niveau de vie et pour vos emplois...” (sic!).

A les écouter et à les voir larmoyer en public, on aurait presque envie de leur envoyer un “paquet secours”, rempli de bonbons et de quelques provisions alimentaires. Pour leur “adoucir un peu la vie” et leur permettre à nouveau de se décontracter!

Pauvres petits... Ils n’ont pas le sou. Ils jouent des coudes pour survivre...

Mais qu’ont-ils fait de l’argent qu’ils ont mis dans leurs poches tout au long de ces trente cinq dernières années? Où sont passés les financements à long terme des banques? Où sont passés les salaires épargnés par leurs restructurations, leurs délocalisations ou leurs fusions/concentrations? Où est passé l’argent récupéré dans les entreprises après l’introduction des innovations technologiques? Où est passé l’argent des subventions d’États, ainsi que celui des allègements fiscaux. Et où sont passés les fantasmagoriques profits que leur entreprises ont jusqu’ici ramassés dans les divers pays du monde?

Gagnants et perdants

Pour comprendre “qui” a gagné et “qui” a perdu tout au long de la période 1945-1997, parcourons ensemble ces quelques événements qui nous ont fait l’histoire de nos malheurs présents.

Nos plus grands entrepreneurs ont tout d’abord exploité à fond le travail de nos masses laborieuses. Ce qui leur a permis de devenir ce qu’ils sont devenus dans la période 1945-1970.

Dans la période 1970-1983, ils n’ont pas seulement exploité nos États, en leur soutirant l’argent destiné à leurs fausses ou vraies implantations à l’étranger. Mais ils ont également abusé nos collectivités, non seulement en ne payant pas les salaires de ses travailleurs licenciés, mais en mettant sur le dos de l’ensemble des

contribuables les indemnités des chômeurs qu'eux-mêmes avaient licenciés.

Dans cette même période, ils ont aussi tiré un profit de la bonne foi et la crédulité de nos populations. Notamment, en nous vendant n'importe quoi, en nous empoisonnant l'existence n'importe où et n'importe comment, en nous poussant à contracter des dettes et en nous faisant manger - comme l'on sait - la meilleure "m..." du monde, au prix le moins cher.

N'étant toujours pas contents des positions qu'ils avaient pu atteindre, voilà que dans la période 1983-1987, nos principaux banquiers et nos plus grands entrepreneurs vont aussi se rebiffer. Notamment, en s'engageant à fond dans les spéculations boursières, dans les "Euromarchés" et dans les centres "off-shore". Mais également en accumulant des véritables "trésors de guerre" dans la plupart des "paradis fiscaux"¹²⁸ de la planète.

Ils vont notamment nous exploiter à nouveau, en nous mettant sur les bras les quelques millions de chômeurs supplémentaires qui résulteront de leurs plus récentes innovations technologiques, ainsi que de leurs encore plus immédiats plans de "réajustement" ou de "restructuration". Sans compter les "diktats" qui leur seront imposés par les tenants du marché boursier.

Conséquence: de centaines de milliers de S.D.F. (sans domicile fixe) et des millions de personnes qui en Europe vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté reconnu.

Aujourd'hui, enfin, ils essayent encore de nous exploiter, en nous faisant croire que l'avenir de nos sociétés se situe en Asie.

Cette situation, outre qu'elle facilite un plus vaste détournement des investissements de leurs affectations traditionnelles, occasionne également l'enrichissement international de la plupart de ces entrepreneurs (avec "envol" conséquent de leurs capitaux "flottants" vers d'autres horizons) et la déconnexion économique de leurs entreprises du tissu social de nos pays.

Alberto B. Mariantoni ©

¹²⁸ Parmi les plus connus, on remarque les Bahamas, les îles Cayman, l'île de Jersey, Nassau, Honk Kong. Mais également Belize et les îles Turks & Caicos. Sans oublier Cap Verde et Saint Kitts and Nevis,